

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/536139/article/2023-09-09/climat-lurgence-de-laction-la-lenteur-du-monde>

Climat : l'urgence de l'action, la lenteur du monde

Les « transformations » dont parle le Giec – des changements radicaux, touchant au cœur de notre système économique et social, à notre agriculture, à nos modes de consommation, à nos habitudes de mobilité, à notre alimentation – sont loin d'être acquises.

Par [Michel De Muelenaere](#) – 9/09/2023

Il y a un air de déjà-vu dans le rapport que les experts de l'ONU pour le climat viennent de livrer. Un brin déprimant, on doit l'avouer. « Depuis son adoption », disent les Nations unies, « l'Accord de Paris a suscité une action quasi universelle en fixant des objectifs et en envoyant des signaux au monde entier quant à l'urgence de répondre à la crise climatique. Bien que des actions soient en cours, beaucoup plus est nécessaire à présent dans tous les domaines. »

Pas de résumé plus limpide. A Paris, le monde a reconnu la gravité et l'urgence de la dégradation climatique. Il s'est ébroué. Il a promis. Lentement, il s'est ébranlé, lesté de ses contradictions et de ses pesanteurs, des intérêts particuliers et de la peur d'agir, des égoïsmes individuels et collectifs, des tensions géopolitiques, de l'illusion de disposer de l'éternité...

Mais la réalité est là, les études faites et refaites, les données sont à la disposition de tous et avant tout des décideurs : ce que nos gouvernements, nos entreprises et les populations accomplissent pour réduire les émissions de CO2 est notoirement insuffisant.

Cela ne suffira pas à nous prémunir contre les impacts funestes du réchauffement climatique. 2023 aligne une nouvelle litanie. Pour l'avenir, on sait quelles sont les pistes à suivre et leurs effets attendus.

On sait qu'il n'est pas trop tard, mais presque. Cela aussi a été répété ad nauseam. Le message passera-t-il mieux cette fois-ci ? Au G20 de ce week-end, à la COP de décembre, lors des prochaines élections ? On peut l'espérer, mais il est permis d'en douter. Les « transformations » dont parle le Giec – des changements radicaux, touchant au cœur de notre système économique et social, à notre agriculture, à nos modes de consommation, à nos habitudes de mobilité, à notre alimentation – sont loin d'être acquises.

Le principe même ne fait pas consensus. Entre ceux qui en appellent au « réalisme » pour mieux freiner le mouvement, ceux qui plaident pour qu'on attende l'énergie miracle, ceux qui traînent des pieds pour des raisons électorales, ceux qui rechignent à investir, ceux qui défendent leur pactole, ceux que cela « embête » et ceux qui « verdissent » les façades, les prétextes pour surseoir fleurissent comme jonquilles au printemps. Beaucoup de monde est concerné ; ceux qui sont en position d'engendrer le changement le sont plus que les autres. Mais il se passe si peu ou si isolé.

Pire : le débat n'a pas lieu qui permettrait d'entendre les arguments, souvent justifiés, d'expliquer, d'apaiser les craintes. Un débat serein qui remettrait au centre du jeu l'intérêt général, la justice et l'équité, avec une profonde bienveillance pour ces générations futures qui sont à portée de nos bras. Et qui, demain, nous jugeront